

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
19 place de l'Ancien Foirail  
32000 AUCH

Auch, le 22/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **VAL DE GASCOGNE**

RN 21  
La Gare  
32390 STE CHRISTIE

Références : 2022-0241

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2022 dans l'établissement VAL DE GASCOGNE implanté RN 21 La Gare 32390 STE CHRISTIE. L'inspection a été annoncée le 15/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VAL DE GASCOGNE
- RN 21 La Gare 32390 STE CHRISTIE
- Code AIOT dans GUN : 0006803075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La coopérative VAL de GASCOGNE exploite sur le département du Gers et des Hautes-Pyrénées, des installations de stockage de céréales, de phytosanitaires, d'ammonitrates, d'engrais et de séchage. L'installation située à SAINTE-CHRISTIE est soumise à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour le stockage des céréales et à déclaration pour le stockage d'ammonitrates. Cette activité va prochainement faire l'objet d'un déclassement administratif.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale ammonitrates 2022 : cette action vise spécifiquement la maîtrise du risque incendie dans les installations de stockage d'ammonitrates soumises à autorisation ou déclaration

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 1	/	Sans objet
Combustibles et matières incompatibles, proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Chlorures de potassium proximité aux engrais	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8	/	Sans objet
Engins de manutention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.7	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Détection automatique	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1	/	Sans objet
Equipements de première intervention	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Accessibilité du site au SDIS	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5	/	Sans objet
Informers le SDIS des dangers	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2	/	Sans objet
Désenfumage, existence	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une demande est en cours pour solliciter le déclassement de l'activité de stockage d'ammonitrates sur le site sous le seuil de la déclaration.

Même si le référentiel ne sera plus opposable une fois cette activité déclassée, la visite a permis de constater que les conditions de stockage des ammonitrates sur le site sont satisfaisantes.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Quantité stockée
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4702 sont soumises aux dispositions de l'annexe 1. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations.</p> <p><b>Constats :</b> Le site a déjà fait l'objet d'une inspection l'an passé en déclinaison de l'action nationale ammonitrates 2021. Suite à cette inspection, l'exploitant a vérifié les besoins de stockage de son site et a écrit au Préfet pour solliciter le passage de son activité de stockage d'engrais sous le seuil de la déclaration (non classé).</p> <p>Ce courrier a été présenté le jour de l'inspection. Les informations communiquées par l'exploitant ainsi que la visite du site ont montré effectivement que l'activité de stockage d'ammonitrates sur site est inférieure au seuil de la déclaration.</p> <p>Certaines prescriptions de l'arrêté ministériel, objet de l'action nationale ammonitrates 2022, ont toutefois été examinées lors de cette inspection même si elles ne sont plus opposables à cette installation.</p> <p>Un courrier préfectoral sera transmis prochainement à l'exploitant pour acter le déclassement de l'activité de stockage d'engrais sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Combustibles et matières incompatible, proximité aux engrais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion des combustibles et des matières incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage d'engrais (intérieur ou extérieur) est éloigné de toute zone d'échauffement potentiel et de toute matière combustible et incompatible, sans préjudice de l'article 3.5. Sont notamment interdits à l'intérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais et à proximité des aires de stockages extérieurs : -les amas de matières combustibles (bois, sciure, carburant...) -les produits organiques destinés à l'alimentation humaine ou animale -le nitrate d'ammonium technique -les matières incompatibles telles que les amas de corps réducteurs (métaux divisés ou facilement oxydables), les produits susceptibles de jouer le rôle d'accélérateurs de décomposition (sels de métaux), les chlorates, les chlorures, les acides, les hypochlorites.
<b>Constats :</b> La visite a permis de vérifier le respect de cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Combustibles liquides ou liquéfiables proximité aux engrais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Prévenir la propagation d'un incendie par nappe enflammée
<b>Prescription contrôlée :</b> Des précautions sont prises pour qu'aucun déversement de liquides inflammables ou de substances combustibles-liquides ou solides accidentellement fondues-ne puisse atteindre le stockage d'engrais.
<b>Constats :</b> Les conditions de stockage sur site permettent de répondre à cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Chlorures de potassium proximité aux engrais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion de matières particulièrement incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b> le chlorure de potassium peut être stocké à l'intérieur des magasins de stockage, si l'exploitation le requiert et qu'il n'existe pas d'alternatives envisageables. Dans ce cas, toutes les mesures et précautions sont prises pour éviter des mélanges accidentels d'engrais chlorure de potassium avec les autres engrais. Ils sont a minima séparés par une case ou un espace de 5 mètres et un mur dimensionné pour éviter la mise en contact accidentelle.
<b>Constats :</b> La visite a permis de vérifier le respect de cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Engins de manutention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Rangement et précaution d'utilisation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les engins de manutention doivent être totalement nettoyés avant et après entretien et réparation et rangés après chaque séance de travail à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais. Toute opération de maintenance, d'entretien ou de réparation est effectuée à l'extérieur du bâtiment comprenant le stockage d'engrais
<b>Constats :</b> La visite a permis de vérifier le respect de cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Détection automatique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence et adaptée au stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz.  Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés.  Les détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans.
<b>Constats :</b> Cette obligation est non applicable au stockage à l'air libre ou aux stockages couverts avec au moins 2 faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.  La configuration du stockage (sans tenir compte du tonnage réellement stocké sous le seuil de la déclaration) ne rend pas cet article opposable.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Equipements de première intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment -d'extincteurs répartis à l'intérieur des magasins de stockage, sur les aires de stockages extérieurs et les lieux présentant des dangers spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés
<b>Constats :</b> Des extincteurs sont présents à proximité du stockage d'engrais. La périodicité du contrôle réglementaire est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Accessibilité du site au SDIS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Accessibilité pour l'intervention des SDIS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins un demi-périmètre, ou sur deux façades dont au moins une longueur de bâtiment, par une voie engins ou par une voie échelles si la hauteur du bâtiment est supérieure à 8 mètres
<b>Constats :</b> La configuration du site permet de répondre aux exigences de cet article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Informer le SDIS des dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Aide pour l'intervention des SDIS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan du site détaillant les moyens incendie existants.  Son activité principale de stockage de céréales étant soumise à autorisation, des exigences relatives à la lutte incendie lui sont opposables par ailleurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Désenfumage, existence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 2.4.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'un désenfumage adaptée
<b>Prescription contrôlée :</b> Les magasins de stockage abritant les installations doivent être équipés en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.  Des amenées d'air frais d'une surface minimale égale à celle des dispositifs de désenfumage sont disponibles dans les deux tiers inférieurs du bâtiment en cas d'accident.  La surface utile d'ouverture des dispositifs d'évacuation des fumées (% de la surface au sol totale du magasin de stockage) ne doit pas être inférieure à 1 % pour les 4702-ii,iii et iv et de 2 % pour les 4702-i
<b>Constats :</b> La configuration de la zone de stockage des ammonitrates permet de répondre à ces exigences.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet